

Réforme des lycées professionnels : une menace pour l'avenir de nos élèves et de nos emplois !



La réforme des lycées professionnels annoncée par le gouvernement soulève de nombreuses inquiétudes quant à l'avenir des élèves issus de milieux populaires. Cette réforme des lycées professionnels ne répond pas aux aspirations des élèves, ni à celles des professionnels, encore moins à celles des équipes éducatives ! Elle pourrait également avoir un impact sur les territoires qui perdront des filières. Cette réforme est davantage axée sur une vision court-termiste qui nuit aux élèves, plutôt que de s'atteler à réduire les inégalités et renforcer la citoyenneté, la démocratie, le partage et la solidarité.

Une réforme qui ne répond pas aux aspirations des élèves

En effet, elle est concentrée sur l'augmentation des stages pendant le cursus en classe de terminale pour les élèves qui n'envisagent pas de poursuite d'études. Les jeunes doivent désormais se positionner dans leur volonté de poursuite d'études dès le mois de septembre, alors que souvent, de nombreux jeunes se décident entre janvier et mars de l'année de terminale... Pour ceux qui se seront positionnés dans la non-poursuite d'études, la période d'enseignement sera réduite et au niveau pédagogique les établissements devront gérer ces « absences » d'une partie des élèves pendant le surplus de stage (12 semaines de stage au lieu de 6 en classe de terminale à l'Éducation Nationale). Les objectifs, les attendus et les connaissances exigées des élèves risquent d'être pauvres.



Des enseignants associés qui ne résoudront pas la difficulté de recrutement des enseignants

Afin de pallier les difficultés à recruter des enseignants, Pap Ndiaye a annoncé la création d'un nouveau corps d'enseignants : « les enseignants associés ». Il s'agit en fait de professionnels qui accepteraient par exemple de consacrer une ½ journée de cours par semaine aux élèves de lycée professionnels moyennant un contrat de travail. Cette déscolarisation du système éducatif public et national, accentuée par ce recours à des professionnels extérieurs, est problématique, car les entreprises n'ont pas les ressources pour intervenir dans des milliers de classes sur le long terme. Les enseignants ont déjà l'habitude de faire intervenir des professionnels, mais cela reste une pratique marginale... De plus, la présence d'intervenants extérieurs pour remplacer les enseignants pose un problème de qualité de



l'enseignement, car ces professionnels n'ont pas forcément les compétences pédagogiques nécessaires pour transmettre des connaissances de manière efficace. En outre, leur intervention risque de déstabiliser l'ensemble du système éducatif en introduisant une dimension concurrentielle et marchande dans l'enseignement

Une réforme qui pourrait avoir un impact sur les territoires

La fermeture de certaines filières aux débouchés incertains risque d'avoir un impact sur les territoires qui perdront des filières. La nouvelle carte des filières, élaborée pour répondre aux besoins de l'économie, va entraîner des perturbations pour les enseignants concernés par les filières fermées. Il faudrait plutôt renforcer la mission pédagogique et éducative des lycées professionnels pour éviter la déscolarisation programmée du système éducatif public professionnel.



Une désaffection vers le métier d'enseignants probablement aggravée



Les enseignants, quant à eux, risquent de perdre leur statut et leur rôle dans le système éducatif, ce qui pourrait entraîner une désaffection pour le métier et une difficulté à recruter des enseignants qualifiés. De plus, les enseignants qui se retrouveront sans emploi du fait de la fermeture de certaines filières auront du mal à se reconvertis dans d'autres métiers, car leur formation et leur expérience sont peu transférables même si Pap Ndiaye laisse entendre le contraire en affirmant que les enseignants qui perdront leur emploi pourront devenir professeur des écoles ou dans des collèges...

Une réforme au service de l'économie au détriment de l'éducation

En réalité, la réforme des lycées professionnels annoncée est davantage axée sur les besoins de l'économie que sur ceux de l'éducation. En effet, la nouvelle carte des filières a été élaborée pour répondre aux besoins de l'économie, au détriment des aspirations des élèves et des enseignants. Cette approche court-termiste et utilitariste de l'éducation nuira à la formation des jeunes, en les incitant à choisir des filières en fonction des débouchés économiques plutôt que de leurs intérêts personnels.



Refusons la déscolarisation programmée du système éducatif national public !

Face à cette réforme inquiétante, **FO Enseignement agricole** appelle à une mobilisation pour refuser la déscolarisation programmée du système éducatif public.

Nous demandons le maintien des filières menacées, ainsi qu'une formation de qualité pour tous les élèves, indépendamment de leur origine sociale ou de leurs aspirations professionnelles.

Nous exigeons également le respect du statut des enseignants et leur implication dans la définition et la mise en œuvre des politiques éducatives, ainsi qu'une reconnaissance de leur rôle essentiel dans la formation des citoyens de demain.

Enfin, nous appelons à une réflexion approfondie sur l'avenir de l'éducation et sur les moyens de réduire les inégalités et de renforcer la citoyenneté, la démocratie, le partage et la solidarité dans notre société.



**Pour agir et se faire entendre, venez rejoindre
FO Enseignement Agricole !**

En adhérant à **FORCE OUVRIÈRE**, vous adhérez à un syndicat libre dont le ciment fondateur est l'indépendance

Téléchargez le bulletin d'adhésion [ici](#)

✉ B413 - 78 rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP - ☎ 01 49 55 81 42

@foenseignementagricole@agriculture.gouv.fr www.foenseignementagricole.fr

 www.facebook.com/foenseignementagricole/  twitter.com/FOENSAGRI